



SYNDICAT DES IMPRIMERIES DE PRESSE ET DE LA COMMUNICATION

94 boulevard Auguste Blanqui
75013 PARIS

DECLARATION

La colère gronde, voici quatre semaines que la majorité des français tirent le signal d'alarme social devant une majorité législative hors sol. Leur problématique, gagner la bataille des images et des bonnes phrases, sans jamais remettre en question leur politique injuste et méprisante qui offre au plus riches toujours plus d'avantages. Une majorité qui attend benoîtement la bonne parole d'un Jupitérien aux abois, drapé dans une moquette au fond du palais.

Pourtant, dans son monologue télévisuel, le monarque avait décidé de mettre le ton, tantôt réprimant, tantôt larmoyant, mais toujours avec cette dose de cynisme et de mépris qui le caractérise dans sa relation au peuple.

Ce roi-boulangier n'a rendu que quelques miettes, offert quelques quignons à un peuple qui est déjà à bout en seulement 18 mois. Cette gronde n'est pas la résultante de 40 années de libéralisme, ce n'est que moins de deux années passées dans la start-up Nation, chère aux lobbyistes et à leurs entreprises du CAC40.

La population est à bout de l'injustice qui se creuse de plus en plus dans notre pays ! Sorte de burn-out social, de surdose fiscale. Leur remède, nous rendre quelques subsides précédemment spoliés (la suspension de l'augmentation de la CSG pour les retraités les plus pauvres, les heures sup défiscalisées...), une aumône de 100 euros sur le SMIC et une hypothétique prime qui par cette fin de mois de décembre ressemble plus à un conte qu'à une vraie réforme, rien de plus.

Pourtant notre pays dit stop ! Et non rien, ni sur la loi travail, ni sur la réforme de nos retraites, pas plus sur les réformes à venir sur l'assurance chômage. Aucune proposition pour suspendre l'impôt sur nos mutuelles devenues obligatoires et taxables comme avantage en nature ; rien sur les APL, la loi PACTE, PARCOUR'SUP, la loi ORE... Rien de rien non plus sur la remise en place de l'ISF, du CICE, ou les réformes nécessaires à réaliser dans les chambres de commerces et d'industries et dans les tribunaux de commerces.

Pire, on nous propose, sous couvert de dialogue, de respect et d'engagements, d'ouvrir des discussions avec les Maires (36000, ça fait beaucoup de déplacements) et de vouloir laisser la place à l'ensemble des courants de pensée ! Pour cette dernière, on nous glisse gentiment un peu de proportionnel pour de propres intérêts électoralistes à venir !



Ce mépris est insupportable, ce nouveau monde qu'on nous a promis n'a eu de cesse d'accroître les différences entre quelques-uns et le peuple. Demain pour se maintenir au pouvoir, Macron n'hésitera certainement pas à opposer les français entre eux, précipitant la France au bord du gouffre tant que ses amis de la finance dirigeront la politique de notre démocratie.

Les français n'en peuvent plus de voir leur pouvoir d'achat stagner ou diminuer, alors que dans le même temps les prix s'envolent. Quelques exemples concrets, si le SMIC avait progressé de la même façon que le prix de l'essence depuis 1990, nous aurions un salaire minimum de 3100 euros, pourtant rien de cela, en revanche notre productivité a bondi de quasiment 30% alors que les distances kilométriques pour travailler ont elles, augmentées de 25%. Les denrées sont également touchées, le beurre qui en moins de douze mois a purement et simplement doublé son prix au kilo !

C'est évidemment cette politique ultralibérale, dérèglementant tout sur son passage qui est responsable de cette colère. Les digues sociales, protectrices des plus faibles, sont submergées par ce gouvernement antisocial.

Nos forces syndicales doivent rappeler nos revendications. Ainsi le SIPC-CGT, appelle ses adhérents et sympathisants à se joindre à la journée du 14 Décembre, en participant massivement à la manifestation parisienne derrière nos couleurs. Pour exiger :

- La fin de la politique d'austérité, que cesse le harcèlement des plus fragiles pour financer la dette, qu'elle soit compensée par les 80 milliards d'évasion fiscale ;
- Un SMIC à 1800 euros ;
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et socialisé. Non à la retraite Macron à points ;
- Taxation des multinationales afin de préserver et développer les emplois sur le territoire ;
- Protection de l'industrie française, face aux logiques de rentabilité actionnariale ;
- La fin immédiate des fermetures des établissements du service public pour cause de mauvaise rentabilité ;
- Un pouvoir d'achat indexé à la réalité des prix ;
- Accès à l'enseignement supérieur pour tous...

Cette liste n'est pas exhaustive, tellement les reculs sociaux qu'on nous impose sont immenses. Ne lâchons rien de nos acquis, de nos emplois, de nos métiers. Notre responsabilité est de se mobiliser face à cette cour étatique au service du pire capitalisme jamais pratiqué.

**Camarades, soyons tous ensemble, dans la rue ce
vendredi 14 décembre à 12h30 à République !**

